

Sujet : La croissance économique et le développement sont deux phénomènes liés.

Consigne : Après avoir montrer que la croissance économique est indispensable au développement, expliquer pourquoi elle n'est pas suffisante.

Proposition de plan global

Partie 1 : La croissance est indispensable au développement.

Partie 2 : Mais la croissance économique est insuffisante à elle seule pour assurer le développement.

Partie I- L'importance de la croissance économique pour pour le développement :

A. La croissance permet l'amélioration du niveau de vie et une meilleure satisfaction des besoins fondamentaux de la population

Seuls les pays qui ont connu une croissance économique ont réussi à réduire leur taux de pauvreté (part des personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté dans l'ensemble de la population).

Donc une hausse du PIB conduit à la hausse des revenus distribués qui augmente le niveau de vie de la population et diminution la pauvreté, allonge l'espérance de vie du fait d'une meilleure alimentation. Ces éléments sont constitutifs du développement.

Un PIB faible favorise un niveau de vie faible qui est synonyme de conditions de vie difficiles (mauvaise alimentation, forte mortalité infantile, travail des enfants ...)

B. La croissance permet de dégager les ressources nécessaires à des investissements publics indispensables au développement

La croissance économique est synonyme d'augmentation des recettes de l'État par le biais de la fiscalité. Ces recettes supplémentaires rendent possibles des dépenses d'investissement en « capital humain » de la part de l'État. Dépenses d'éducation : construction d'écoles, formation d'enseignants qui améliorent le taux d'alphabétisation et de scolarisation mais permet aussi de diminuer le travail des enfants.

La productivité de la main- d'oeuvre augmente, le progrès technique devient possible, ce qui favorise en retour la croissance économique.

Dépenses de santé : construction d'hôpitaux, de dispensaires améliorent l'état sanitaire de la population, augmente de l'espérance de vie, baisse de la mortalité infantile.

Les richesses supplémentaires peuvent également servir à développer les infrastructures du pays :

- construction de routes et de voies de communication qui favorise le développement des échanges et l'extension des marchés et stimule la croissance ;

- construction des réseaux d'électricité, d'eau ou d'assainissement, qui améliorent les conditions de vie de la population, font progresser l'hygiène et augmentent l'espérance de vie.

La croissance provoque aussi des transformations culturelles, sociales, politiques, qui favorisent le développement.

La croissance provoque des transformations démographiques : baisse de la mortalité infantile entraîne la baisse du nombre d'enfants par femme et favorise l'amélioration de l'alimentation des enfants et l'amélioration de la scolarisation des enfants.

La CE engendre aussi des transformations culturelles

Le statut des femmes change et progresse vers plus d'égalité.

L'idée de progrès de développement et l'ouverture d'esprit progresse, permettant le progrès technique et l'innovation, sources de croissance économique. Le sentiment de sécurité par rapport à l'avenir (plus de risque de famine, protection contre certains risques sociaux grâce au développement d'un système de protection sociale) permet de prendre des « risques positifs » d'investir, créer son entreprise, innover ...

Autant de comportements qui sont sources de croissance économiques et d'amélioration des conditions de vie.

La croissance favorise des transformations politiques. Elle est un moteur de la démocratie. A mesure que le niveau de vie et d'éducation s'élève, les populations demandent à participer aux décisions les concernant. On a pu le

constater les pays émergents, où le développement du pays s'est accompagné d'une libéralisation progressive du régime. La démocratie, parce qu'elle impose la prise en compte des aspirations de la population, est un facteur favorable au développement et à l'amélioration du bien-être des populations.

La croissance économique, phénomène quantitatif, entraîne des transformations quantitatives (amélioration du niveau de vie, augmentation de l'intervention de l'État ...), mais également des modifications radicales dans les mentalités et les comportements, allant dans le sens d'un plus grand développement humain.

Cependant, l'augmentation du PIB est loin d'assurer à elle-seule le développement d'un pays.

Partie II - Mais la croissance économique a des limites et ne suffit pas à assurer le développement

A. Il existe des cas de croissance sans développement

L'indicateur du PIB reste cependant imparfait comme mesure de la croissance économique. Il est pour cela l'objet de plusieurs critiques :

Le PIB ne mesure que partiellement l'économie informelle. Une part importante des transactions, non déclarée, était perdue pour les statistiques comme pour l'administration fiscale.

Le PIB ne mesure que de façon imparfaite les productions qui ne sont pas commercialisées : ainsi, la production des administrations est supposée égale aux salaires des fonctionnaires ; une évaluation des productions agricoles auto-consommées est intégrée au PIB. D'autre part, même s'il prend en compte la production des activités non marchandes, le PIB ne mesure pas l'activité de production domestique (ménage, cuisine, bricolage, éducation des enfants, etc.) des activités majoritairement réalisées par des femmes.

Le PIB ne mesure que les apports de valeur ajoutée dans l'immédiat (sur une année). Les effets de long terme, notamment dans des services tels que l'éducation ou la santé, ne sont pas ou mal comptabilisés à travers leur impact sur la production.

Le PIB ne mesure que la valeur ajoutée produite par les agents économiques résidents. Il ne prend donc pas en compte les transferts de ressources internationaux, alors que ces derniers représentent souvent une part importante de leur richesse nationale. Il est possible d'utiliser un outil plus pertinent tel que le Revenu national brut.

Enfin, le PIB ne prend en compte que les valeurs ajoutées, et non la richesse possédée par un pays, sans distinguer les effets positifs ou négatifs sur le bien-être collectif. Une catastrophe naturelle qui détruit de la richesse, va pourtant contribuer au PIB à travers l'activité de reconstruction qu'elle va générer. Cette contribution ne reflète pas la destruction antérieure, ni le coût du financement de la reconstruction.

Lorsque les inégalités sont très fortes, l'augmentation des richesses ne profitent pas à l'ensemble de la population, mais une élite économique et politique, la croissance ne débouche pas sur le développement. C'est le cas par certains pays où le PIB/habitant est très élevé du fait de la rente pétrolière mais où les conditions de vie de l'ensemble de la population ne s'améliorent que très lentement.

Dans le cas d'économies extraverties (tournées vers les exportations, souvent en lien avec des firmes multinationales qui exploitent les richesses du pays), les revenus supplémentaires créés par la croissance ne profitent qu'à une minorité de la population employée dans le secteur moderne, laissant de côté l'ensemble du secteur traditionnel.

La croissance peut entraîner des transformations qui déstabilisent l'équilibre social et se traduisent par des conditions de vie difficiles pour une partie de la population. C'est le cas en Chine, où les progrès en matière agricole détruisent énormément d'emplois, imposant un exode rural massif que les autorités peinent à contrôler. Le mécontentement est grand dans les campagnes où le chômage est important, et des révoltes éclatent. Aux abords des grandes villes de l'Est, les populations rurales pauvres s'entassent, espérant profiter des retombées de la croissance économique, mais suscitant de nouveaux problèmes (délinquance, violence, ...).

La croissance se traduit donc pour une part importante de la population par une dégradation de leurs conditions de vie, contraire au processus de développement.

B. Le développement dépend des choix politiques effectués par les gouvernements dans la gestion de la croissance et de préservation de l'environnement

L'instabilité politique, les conflits larvés ou ouverts que connaissent certains pays en voie de développement ont des conséquences très négatives sur le bien-être des populations. L'argent public est utilisé pour le maintien de l'ordre et la consolidation du pouvoir, et non pour développer les infrastructures sanitaires ou scolaires.

Il faut, pour assurer le développement, une volonté politique de redistribution des richesses et des investissements publics dans le capital humain (éducation, santé).

Les choix politiques sont souvent limités dans les pays en développement. Le manque de ressources financières empêchent les dirigeants de développer ces politiques. Mais ils sont également contraints par les organisations internationales qui leur imposent des politiques structurelles dans le but de relancer la croissance : diminution du poids de l'État et baisse des dépenses publiques, ouverture à la concurrence étrangère, privatisation des entreprises nationales etc.

Ces types de politique produisent souvent des effets désastreux pour les populations : les productions locales ne supportent pas la concurrence internationale et disparaissent, les infrastructures indispensables au développement ne sont pas construites.

La croissance peut même nuire au développement du fait de son impact négatif sur l'environnement

Les atteintes à l'environnement d'un mode de croissance consumériste et productiviste sont dramatiques.

Le réchauffement climatique, la perte de la biodiversité, la diminution des ressources en eau ont un impact négatif sur la santé et les conditions de vie des populations (maladie, malnutrition, décès et blessures causées par des catastrophes naturelles, ...).

Elles ont aussi un impact négatif sur les entreprises qui voient le coût des matières premières augmenter et leur productivité diminuer.

Il s'agit donc aujourd'hui de répondre à l'urgence : sortir de la pauvreté les milliards de personnes (notamment le milliard de personnes qui vivent en-dessous du seuil de pauvreté absolue, c'est-à-dire avec moins d'un dollar par jour) tout en diminuant les atteintes à l'environnement. Cela supposerait un effort important de la part des pays développés et des pays en voie de développement, et semble difficile à mettre en place au plan international. Il serait souhaitable de mieux répartir les richesses entre les pays du Nord et les pays du Sud, et d'assurer des échanges équitables. Il faudrait également développer des modes de production propres, en particulier dans les PED, qui, de part leur développement, contribuent de plus en plus au réchauffement climatique.

Conclusion :

La croissance économique est une condition nécessaire au développement par l'accroissement des richesses produites. Elle transforme la vie des populations dans la mesure où elle crée davantage de biens et de services. À long terme, la croissance a un impact important sur la démographie et le niveau de vie des sociétés qui en sont le cadre. De même, l'enrichissement qui résulte de la croissance économique peut^[évasif] permettre de faire reculer la pauvreté.

Mais la CE n'est pas suffisante. Le bien-être ne se mesure pas qu'en termes matériels. De plus, la croissance actuelle n'est pas compatible avec le développement durable et nous devons préserver le stock de capital disponible pour les générations futures.

La difficulté de concilier croissance économique et développement durable s'exprime chaque jour un peu plus. Cela conduit certains courants de pensée à prôner la décroissance. Cette situation rend urgente une prise de conscience à l'échelle planétaire. La nécessité d'une transformation radicale de notre rapport à l'environnement et de nos modes de consommation et de production peut conduire à l'optimisme ou au pessimisme, selon qu'on regarde le chemin parcouru ou celui qui reste à faire. L'impulsion doit venir de la sphère publique, dans la coopération des États, mais les comportements privés ont aussi à prendre en charge une partie importante de cette révolution.

Il a jugé important de réaffirmer la volonté d'une croissance favorisant l'intégration économique et la cohésion sociale.

Peut-on imaginer le bien-être sans le développement durable ?

Sujet : La croissance économique et le développement entretiennent un certain nombre de liens ou relations.

Consigne : A l'aide des documents ci-joints et de tes connaissances personnelles, montres dans quelle mesure le développement accompagne la croissance économique.

Introduction

Les liens entre la croissance et le développement ne cesse de nourrir des débats entre les économistes contemporains. Ce sujet va nous permettre d'analyser ces liens entre ces deux phénomènes.

Depuis les trente glorieuses ont été suivi par des crises

La croissance économique est l'augmentation soutenue sur le long terme de la production d'un pays. Il est à l'origine du développement qui est l'ensemble des transformations économiques, sociales, démographiques et culturelles qui accompagnent la croissance économique.

Les pays développés après une période de prospérité pendant les trente glorieuses, connaissent de nos jours une récession voire une dépression.

Dans quelle mesure le développement accompagne-t-il la croissance ?

Dans un premier temps, nous monterons que le développement peut accompagner la croissance économique et dans un deuxième temps qu'il peut ne pas l'accompagner.

1^{ère} Partie : Le développement peut accompagner la croissance économique

A.- Les manifestations du développement

1.- Les transformations économiques

2.- Les transformations sociales

B.- L'impact du développement sur la croissance

1.- Les effets sur la demande des agents économiques

2.- Les effets sur le bien-être de la population

3.- Les effets sur la production globale

2^{ème} Partie : Le développement peut ne pas accompagner la croissance

A.- Le manque d'accompagnement de l'Etat

1.- L'insuffisance d'une couverture du coût de l'homme

2.- Le manque d'une politique de développement pertinente

B.- Le manque d'accompagnement des acteurs de la vie économique

1.- L'absence d'innovation par les entreprises

2.- Un capital humain quasi inexistant.

Enfin, Le développement quand il est bien réalisé, tout en bénéficiant du soutien, de l'accompagnement de tous les acteurs : Etat, entreprise, ménages, la croissance est alors consolidée, vigoureuse. Le cas échéant, des difficultés économiques de tous ordres font leur apparition, affectant du coup la croissance économique. Après la crise financière et économique, l'on se fait une idée sur la déconfiture au sein de l'économie des pays développés. Les pays émergents qui ont rattrapé et même dépassé les pays industrialisés capitalistes ont tout le temps de penser des stratégies afin d'éviter une telle catastrophe.

Sujet : À quelles conditions la croissance économique est-elle compatible avec le développement durable ?

Plan global

Partie I : La CE et le DD ne sont pas compatibles

Partie II : Mais la CE et le DD peuvent être conciliable

Introduction :

La croissance économique actuelle mondiale suscite à la fois l'admiration et l'inquiétude des acteurs économiques. Ce sujet nous invite à faire une analyse critique des effets de la CE sur l'avenir des générations futures. Il s'agit donc pour chaque pays de créer un volume sans cesse croissant de richesses. Toutefois, dès la fin de cette période mythique des Trente Glorieuses, des voix s'élèvent contre les effets générés par cette course à la production.

Nous pouvons donc définir la croissance économique comme l'augmentation soutenue à long terme de la production d'un pays ou d'une nation. Il a des liens complexes avec le développement durable qui peut être défini comme un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs.

Aujourd'hui, dans un contexte de croissance ralentie, l'interrogation subsiste : peut-on concilier un niveau d'accroissement élevé des richesses et ses conséquences sur le long terme et préserver le devenir des générations futures?

Il s'agira donc de montrer, dans un premier temps, que la CE et le DD ne sont pas compatibles puis de voir dans un second temps que si certaines conditions sont remplies, la croissance économique et le développement durable peuvent être conciliables.

Partie I : La CE et le DD ne sont pas compatibles

A- La CE a des externalités négatives qui remettent en cause l'avenir des générations futures

1. Notre mode de production et de consommation favorisent la pollution, l'épuisement des ressources naturelles et le réchauffement climatique

La production conduit à l'épuisement des ressources naturelles non renouvelables comme les mines, le pétrole, le gaz naturel, le charbon etc. Cette production dégage des déchets qui favorisent la pollution par les émissions de CO₂ (transports, production industrielle, chauffage...). Or cette pollution est responsable du réchauffement climatique qui met en danger certaines espèces, provoque des sécheresses, et remet en cause tout l'écosystème et la biodiversité.

La production industrielle et agricole intensive pollue également les cours d'eau, les terres, avec des produits chimiques non absorbables par l'environnement. L'apparition d'algues vertes par exemple, sur les côtes bretonnes, liées à l'élevage intensif, illustre les dérèglements écologiques provoqués par la croissance.

La consommation aussi libère des déchets dans l'environnement à travers les ordures, les sachets plastiques.

2. Les pays riches sont les plus pollueurs

Les pays riches, ceux qui ont connu de longues périodes de croissance, sont les plus pollueurs en termes d'émissions de CO₂ par habitant.

Les pays riches sont à l'origine de la pollution atmosphérique mais de plus en plus de pays émergents sont aujourd'hui pollueurs, notamment parce qu'une partie de la croissance de leur production industrielle s'adresse aux pays riches (qui ont eux délocalisé ces productions). La Chine est désormais le premier pays pollueur devant les Etats-Unis (émissions de CO₂, non rapportées au nombre d'habitants).

B- La surexploitation des ressources naturelles

1. Les biens communs surexploités

La croissance de la production s'appuie notamment sur la surexploitation des ressources naturelles, notamment parce qu'elles sont des biens communs, c'est-à-dire des biens rivaux (la consommation des uns empêche en partie celle des autres) mais non excluables (on ne peut en interdire l'accès).

C'est le cas par exemple des ressources halieutiques. La surpêche met en danger des espèces.

2. Une surexploitation qui augmente avec la croissance des pays émergents

La forte croissance dans certains pays émergents fait apparaître de nouvelles habitudes qui feront très vite augmenter l'émission de CO₂ de leurs habitants. Cela signifie que la croissance des pays émergents s'accompagne d'une forte pression sur les ressources naturelles.

C'est l'exemple de la consommation de viande qui est particulièrement consommatrice en eau potable et en céréales, ce qui pose le problème de la répartition des ressources (eaux et terres).

Donc a priori la croissance ne va pas avec la préservation de l'environnement, ce que disait le Club de Rome en 1972 avec le rapport Meadows « The Limits to Growth » et qui prônait la décroissance. Mais d'autres approches assurent qu'il est possible de maintenir la croissance et la préservation de l'environnement. Certains vont plus loin, en misant sur d'autres capitaux que le capital naturel.

Partie II : Mais la CE et le DD peuvent être conciliable

A- Une limitation volontaire des externalités et le progrès technique pourraient allier croissance et DD

1. La réduction volontaire des externalités négatives et de la surexploitation des ressources peuvent favoriser le DD.

Ainsi les efforts en matière de pollution dans les pays riches portent leurs fruits. Les économistes néo-classiques sont optimistes en ce qui concerne la soutenabilité de notre modèle de croissance productiviste. Selon eux, il serait possible grâce à l'internationalisation et en particulier le rôle productif du progrès technique de concilier à la fois croissance économique et développement durable au niveau mondial.

La croissance permet une hausse recettes fiscales de l'Etat qui lui permet la mise en place de politiques climatiques. Pour les tenants de la croissance, les deux phénomènes sont conciliables dans la mesure où la croissance permet aux pouvoirs publics d'avoir une politique environnementale plus ambitieuse grâce à des recettes fiscales plus élevées.

2. Le progrès technique, les nouvelles énergies permettent d'économiser les ressources, d'en exploiter de nouvelles, sans détériorer l'environnement. L'innovation permet de compenser les atteintes au capital naturel et de diminuer la consommation des ressources : exemple des agro carburants, du développement de l'énergie solaire, de nouveaux plastiques obtenus à partir de matière végétale, de nouveaux matériaux plus isolants pour diminuer la consommation d'énergie pour le logement.

Le gaz est très compétitif, et la découverte de nouveaux gisements va encore faire baisser son prix. Il faut compter aussi sur l'éolien, le solaire, les biocarburants. (Même si pour ces derniers, une guerre des terres risque d'avoir lieu, entre la demande de céréales pour les humains et pour les animaux (consommation de viande en augmentation, voir I), et la demande pour les biocarburants).

Les progrès techniques permettent d'utiliser moins de capitaux pour produire, économisant ainsi les ressources naturelles.

B- Les tenants d'une soutenabilité forte mettent en avant une substitution possible des capitaux

1. Une régulation par le marché et les prix

Le marché régule l'exploitation des ressources : lorsqu'une ressource est surexploitée, elle devient rare et son prix augmente. Alors la demande se porte vers d'autres biens ou d'autres sources d'énergie. C'est le cas du pétrole, l'augmentation de son prix incite à la production d'énergie avec d'autres sources, moins coûteuses. La réglementation permet d'imposer certains comportements ou en interdire d'autres (filtres à particules, normes d'isolation des nouveaux logements, interdiction des ampoules à incandescence ...), politique d'incitations visant à développer les comportements compatibles avec un développement durable (écotaxe, bonus-malus écologique sur les voitures etc)

Le gaz est moins cher que le pétrole, il va donc petit à petit le remplacer.

2. La croissance peut se passer du capital naturel et s'appuyer sur d'autres capitaux

Si le capital naturel est usé, alors les capitaux créés par l'homme peuvent se substituer à ce celui là : le capital physique, le capital humain. On retrouve ici l'idée de progrès technique, mais poussée à son extrême : le capital naturel n'est alors plus utile aux générations futures, auxquelles on lègue de nouvelles formes de capitaux. La

préservation de l'environnement n'est plus alors envisagée comme un problème, du moins en ce qui concerne la dimension du développement durable : permettre aux générations futures de subvenir à leurs besoins.

Conclusion :

La difficulté de concilier croissance économique et développement durable s'exprime chaque jour un peu plus. Cela conduit certains courants de pensée à prôner la décroissance. Cette situation rend urgente une prise de conscience à l'échelle planétaire. La nécessité d'une transformation radicale de notre rapport à l'environnement et de nos modes de consommation et de production peut conduire à l'optimisme ou au pessimisme, selon qu'on regarde le chemin parcouru ou celui qui reste à faire. L'impulsion doit venir de la sphère publique, dans la coopération des États, mais les comportements privés ont aussi à prendre en charge une partie importante de cette révolution.

Peut-on imaginer le bien-être sans le développement durable ?

Sujet : Pays développés et pays en développement se trouvent à des phases différentes dans la transition démographique.

Après avoir fait ressortir les caractéristiques spécifiques de ces évolutions démographiques, vous aborderez ensuite leurs conséquences.

Introduction :

De nos jours les caractéristiques de la transition démographique et ses conséquences dans les PD et dans les PED alimentent plusieurs études de recherche portant sur le développement dans les deux régions du monde qui se trouvent à des phases différentes dans la transition démographique. Ce sujet nous invite à faire une analyse approfondie de la diminution de la fécondité et ses conséquences dans le monde.

Depuis les années 1970-1980, on constate un recul de la fécondité dans les pays industrialisés capitalistes. Donc, elle a commencé un siècle plutôt dans les pays développés et tardivement les pays en développement.

A savoir que la baisse de la fécondité est la diminution du nombre moyen d'enfants par femme en âge de procréer. Quelles sont les caractéristiques spécifiques de la transition démographique dans les deux régions ? Quelles sont ses conséquences sur le développement de ces pays ?

Pour répondre à cette problématique, nous aborderons dans un premier temps les caractéristiques spécifiques de la transition démographique dans les deux régions et dans un deuxième temps, nous examinons ses conséquences sur le développement dans ces deux régions.

Partie 1 : Les caractéristiques spécifiques de la transition démographique dans les PD et dans les PED

La transition démographique ne présente pas les mêmes caractéristiques dans les deux régions du fait qu'ils n'ont pas entamé le processus au même moment.

Tous les pays développés avec une minorité de PED ont achevé leur transition démographique qui se caractérise par la baisse de la fécondité et une baisse de la mortalité qui ont engendré le vieillissement de la population par le haut et par le bas de la pyramide des âges dans ces pays. Les progrès économiques, les progrès de l'hygiène et les progrès médicaux ont été à l'origine de la baisse de la mortalité. Quant à la baisse de la fécondité, se trouve à son origine plusieurs facteurs : baisse de la mortalité infantile, augmentation du niveau de vie, mise en place des stratégies d'ascension sociales, multiplication des biens de consommation durable, diffusion des moyens de contraception, l'émancipation de la femme...

La transition démographique des PED se caractérise également par une baisse de la mortalité et baisse de la fécondité mais dont le niveau reste élevé. Avec une telle évolution les PED sont confrontés à une explosion démographique. A l'origine de cette explosion démographique se trouve la mortalité infantile encore élevée dans certains pays, le faible coût d'entretien de l'enfant, l'absence de projets d'avenir pour les enfants, la perception du rôle économique de l'enfant et surtout l'ignorance et la pauvreté.

Le vieillissement démographique et l'explosion démographique sont les caractéristiques de la transition démographique dans les deux régions qui ont une double conséquence sur leur développement.

Les conséquences de la transition démographique dans les deux régions diffèrent d'une région à l'autre.

Dans les pays développés, à court terme le vieillissement démographique a des avantages pour l'Etat, les ménages et l'ensemble de la société. Les personnes âgées sont généralement très riches et très expérimentées.

Elles peuvent donc consacrer leurs fortunes à la consommation, ce qui favorise la demande, augmente la production et la croissance des entreprises. Les personnes âgées contribuent au développement en mettant leur expérience, leur sagesse, leur savoir à la disposition des jeunes, des entreprises et de l'Etat.

A long terme le vieillissement démographique pose le problème de financement des retraites en rendant inadapte le système de répartition à cause de la dégradation du rapport actifs sur inactifs alors le système de capitalisation n'est à la portée de tous les travailleurs. Il entraîne l'augmentation des dépenses de santé car les personnes âgées coûtent très cher et elles nécessitent plus de soins et plus d'entretiens.

Dans les pays en voie de développement, pour certains économistes l'explosion démographique a des avantages dans les PED, elle accélère le renouvellement de l'ancienne génération de travailleurs par une nouvelle génération de travailleurs plus qualifiés et plus ouverts au progrès techniques. Elle favorise la demande des biens et services et l'offre de travail.

Pour d'autres, elle constitue un frein au développement des PED, elle conduit à l'épuisement des ressources naturelles, alimente le chômage, l'insécurité, l'exode rural, l'immigration et implique d'importants programmes d'urbanisation. Par ailleurs, l'explosion démographique entraîne une augmentation des dépenses publiques

allouées à l'éducation dans les PED, ainsi de 1980 à 1995 le budget d'éducation de Malawi a passé de 0,7% à 1% du PIB.

Enfin, la baisse de la fécondité est incontestablement un phénomène universel. Cependant ce caractère d'universalité cache une différence de situation entre les régions du monde.

La baisse de la fécondité dans les pays développés ne permet pas le renouvellement des générations alors que la majorité des pays en développement est confronté à une explosion démographique.

Elle est aussi un phénomène régional touchant fortement certains pays que d'autres : cas de la RFA et de Suisse qui connaissent un degré élevé de vieillissement de leur population par contre les pays de l'Afrique intertropicale connaissent une forte fécondité.

De nos jours, on assiste à l'apparition de phénomènes démographiques nouveaux aux conséquences inattendues surtout dans les pays en développement.

Dans un futur proche les politiques démographiques en cours dans le monde permettront-elles de la maîtrise de la fécondité dans les pays en développement ?

Sujet : Tous les pays du monde sont touchés par l'épidémie de Covid-19.

Consigne : A l'aide des documents ci-joints et de tes connaissances personnelles, tu étudieras l'évolution des conséquences de cette pandémie sur la croissance économique mondiale et tu examineras les pistes de solutions de la relance de l'activité économique dans les pays en développement.

Correction

Introduction :

En décembre 2019, un virus inconnu de la famille des coronavirus est apparu dans le centre de la Chine et se répand partout dans le monde paralysant des pays entiers, suscitant la psychose et plongeant le monde dans une crise économique inédite depuis la seconde guerre mondiale. Ce sujet va nous permettre de comprendre l'impact de la covid-19 sur l'économie mondiale et d'en discuter les pistes de solutions probables pour les PED.

Très tôt, la Chine a pris rapidement des mesures drastiques de confinement et de désinfection pour près de 60 millions de personnes.

En 2020, la pandémie de Covid-19 aura d'importantes conséquences économiques, financières, sociales, culturelles, environnementales et politiques.

A savoir que le COVID-19 est un virus inconnu de la famille des coronavirus qui provoque une maladie infectieuse. Elle a un impact considérable sur la croissance économique mondiale qui est définie comme l'augmentation soutenue de la production mondiale à long terme.

Quelles sont les conséquences du Covid-19 sur la CE mondiale et quelles sont les pistes de solutions pour les PED ?

Dans une première partie nous étudierons l'évolution et les conséquences du Covid-19 sur l'économie mondiale et dans une seconde partie, nous évoquerons les pistes de solutions de la relance de la CE dans les PED.

Partie 1 : La pandémie du Covid-19 aura d'importantes conséquences sur l'économie mondiale.

Au début, la demande de la production et notamment des services a baissé et des nombreuses entreprises se retrouvent à l'arrêt total ou partiel, faisant craindre des phénomènes de pénurie sur les biens essentiels, en même temps que des mesures de confinement sanitaire sont prises, concernant la moitié de l'humanité.

1- Dans les PD : Avec l'arrêt temporaire de certaines entreprises et le ralentissement des activités pour beaucoup, les conséquences de la pandémie sont encore pires pour l'économie des PDEM que celles qui ont suivi la grande crise financière de 2007-2008.

Le premier pays à en souffrir de l'impact était la Chine et la deuxième est l'économie mondiale.

Le confinement drastique, qui a nécessité la fermeture ou la réduction des activités d'un certain nombre de grandes entreprises manufacturières et de commerces de détail, a terriblement ralenti l'économie chinoise.

Les marchés financiers commencent à chuter en février 2020 et la baisse se poursuit par séquences jusqu'en Mars 2020, notamment sur les marchés européens et nord-américains, avec la pire journée de l'histoire de la bourse de Paris le 12 Mars, dans un phénomène de krach boursier.

De très nombreux événements citoyens, d'entreprises et grand public (sportifs, musicaux, salons, élections...) sont annulés ou reportés. Ces annulations en série des événements et la mise en place par de nombreux pays de mesures de confinement pour freiner la formation de nouveaux foyers de contagion, la fermeture des frontières de nombreux pays et un krach boursier du fait des incertitudes et des craintes qu'elle fait peser sur l'économie mondiale, ont eu aussi des effets en termes d'instabilité sociale et économique.

Le confinement a des effets psychiques, sur la consommation, sur les modes de sociabilité, mais aussi sur l'environnement (réapparition de la faune en ville, baisse des émissions de CO2...).

L'Australie qui a connu la plus longue période de croissance ininterrompue parmi les pays développés risque de voir son économie s'arrêter allant vraisemblablement faire plonger le pays en récession.

Aux États-Unis, le marché de l'emploi s'est dégradé à une vitesse inédite et a provoqué le chômage de masse.

La mondialisation définie à la fois comme une libéralisation et comme la planétarisation, serait devenue une forme de pathologie fatale pour le monde. Elle est la grande responsable de ce qui nous arrive, qu'il s'agisse de la foudroyante rapidité de l'extension du virus, de l'impuissance des États à en arrêter la progression, de l'incapacité du « capitalisme » à produire les équipements médicaux ou de la folie de la spéculation boursière.

En raison des désaccords entre l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et la Russie, le prix du pétrole devient momentanément négatif (les vendeurs paient les acheteurs). Cette situation est liée à la fois à la baisse de la demande consécutive de la crise.

2- Dans les PED : Les économies en développement et surtout celles de l'Afrique connaissent leurs premières récessions depuis plus de 25 ans. En effet, du fait de la Covid-19, la croissance de l'Afrique subsaharienne devra se rétracter fortement, passant de 2,4% à -5,1% en moyenne pour cette année 2020. Sous l'effet conjugué de la désorganisation des échanges et des chaînes de valeur, la Banque Mondiale évalue les pertes de production liées à la pandémie entre 37 et 79 milliards \$ en 2020, pénalisant les exportateurs de produits de base et les pays fortement intégrés dans les filières mondiales comme le Nigeria, l'Angola ou l'Afrique du Sud.

Selon l'Institut Brookings, l'Afrique est la dernière frontière du monde dans la lutte contre l'extrême pauvreté où un Africain sur trois vit en dessous du seuil de pauvreté mondial. L'écart entre riches et pauvres est plus important sur le continent et les conséquences du COVID-19 dans les secteurs économiques feront reculer les efforts visant à réduire l'écart de revenus plutôt que de les faire progresser et augmenteront le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté mondial. La crise du COVID-19 menace de frapper de manière disproportionnée les pays en développement.

Par conséquent, des mesures telles que le verrouillage national et de nombreuses mesures d'atténuation strictes prises par les gouvernements à l'intérieur et à l'extérieur de l'Afrique pour limiter les rassemblements et la mobilité des personnes afin d'enrayer la propagation du virus, auront des conséquences graves sur la production des biens, la fourniture des services et les activités commerciales.

En conséquence, la plupart des pays du continent seront touchés économiquement par la paralysie de secteurs économiques essentiels.

Les augmentations non budgétisées des dépenses de santé risquent de perturber les autres activités de développement prévues en raison de la réaffectation des fonds pour lutter contre la pandémie. En conséquence, cette mesure pourrait nuire gravement à la croissance économique et rendre presque impossible l'effort visant à mettre fin à l'extrême pauvreté.

Pour le Mali comme pour la plupart des PED, les conséquences sont désastreuses avec un impact incommensurable pour une économie dont le moteur stimulateur est l'informel. Devant l'agriculture réglementée, l'informel est le premier secteur pourvoyeur d'emploi sur l'ensemble du territoire national. Il y aura une lourde chute de la croissance et une augmentation de la pauvreté, l'endettement des générations futures et retardement des progrès pour le développement durable.

L'emploi est lourdement affecté. Une augmentation brutale des pertes d'emploi est observée, en particulier dans les secteurs tertiaire et secondaire. Les mesures d'appui à l'économie, particulièrement pour les petites entreprises, risquent d'être insuffisantes pour mitiger l'impact de la crise.

Détérioration du capital humain.

Pour ces pays dont les agents économiques vivent au jour le jour, les mesures de restriction comme la fermeture des frontières, la clôture des marchés et le confinement des populations présentées comme des solutions les plus efficaces pour ralentir la chaîne de transmission, sont une chimère sans mesures d'accompagnement comprises et partagées par les agents économiques.

Le secteur tertiaire, dominé par le commerce, l'activité administrative et les autres services est le plus dynamique. Or, il est de notoriété publique que l'économie de certains d'entre eux qui reste structurellement très peu industrialisée avec un secteur manufacturier qui peine à se développer. Cette situation explique en partie le fort besoin du pays en importations et un déficit du compte courant. A cela, il faut ajouter une mobilisation des recettes fiscales structurellement faible (14,3% du PIB), en dessous de la norme de l'Union Economique et Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (UEMOA) de 20%.

La COVID-19 pourrait faire chuter les recettes d'exportation de combustibles et les envois de fonds et entraîne une diminution des flux d'IDE, une fuite des capitaux, un resserrement du marché financier intérieur et un ralentissement des investissements et donc des pertes d'emplois. En particulier, le chômage est déjà une préoccupation majeure dans les PED car les secteurs public et privé ne produisent pas d'emplois adéquats pour couvrir la majorité de la population, en particulier les nouveaux diplômés. La plupart des gens sont donc contraints de créer des emplois alternatifs pour eux-mêmes en créant de petites entreprises et en s'engageant dans des activités agricoles, etc.

Dans ce contexte, la fermeture des frontières, à termes, provoquera une diminution des mobilités des personnes, des biens, des services et des capitaux. Les PED, vivant en grande partie de l'importation de biens et de services, verra, à long terme, leurs stocks de produits alimentaires diminués. Cette diminution présentera une opportunité d'augmenter les prix pour les vendeurs. L'inflation qui en sera issue se traduira par une baisse du pouvoir d'achat des ménages, et donc de la consommation domestique. Par esprit d'anticipation, des ménages, pour se prémunir contre une évolution brusque du virus, procéderont à des achats leur permettant de faire des surstocks. Mais des solutions efficaces peuvent permettre aux PED de faire face aux conséquences du Covid-19.

Partie 2 : Mais des pistes de solutions existent pour relancer la CE dans les PED

Le Covid-19 a davantage réconforté le besoin de plus d'autonomie nationale en termes de production et de stimulation des demandes intérieures.

En effet, dans une situation de fermeture des frontières, les orientations de politiques macroéconomiques sont d'ordre interne, et chaque État n'est préoccupé que par la satisfaction des besoins intérieurs.

Face à la fermeture et à l'inflation, il convient que les politiques publiques d'approvisionnement soient exécutées pour éviter des ruptures de stocks, source de perte de pouvoir d'achat.

La crise actuelle constitue une opportunité pour les PED de repenser ses politiques à travers la mise en place et l'exécution d'une vision stratégique à l'échelle nationale, tenant compte des potentialités de chaque pays, avec comme fil conducteur un secteur industriel diversifié, se basant sur les matières premières du secteur primaire. Aussi, les politiques d'éducation doivent s'adapter à ce contexte évolutif et incertain. La gouvernance institutionnelle se doit d'être de bonne qualité, et les capacités de coordination des politiques publiques à la hauteur.

Le gaspillage des ressources publiques, la privatisation de l'appareil étatique au profit d'une bande organisée entre copains et l'irresponsabilité de certains agents de l'État doivent cesser pour laisser la place à une gouvernance plus vertueuse.

Toutefois, les gouvernements des PED doivent revoir et réviser leurs budgets afin de redéfinir les priorités des dépenses en vue d'atténuer les effets négatifs attendus du COVID-19 sur leurs économies. Cela signifie que si les PED voir les pays de l'Afrique jouent correctement la carte, la chance de sauver leur économie des conséquences de la maladie à coronavirus 2019 est certaine.

.....
Enfin, nous pouvons dire que la crise du COVID-19 va avoir des conséquences dévastatrices sur l'économie mondiale. Les gouvernements ont vite mis en œuvre des procédures lourdes de confinement et placent plusieurs villes puis des régions en quarantaine, fermant de nombreux sites publics et déployant d'importants moyens sanitaires. L'arrêt de l'activité économique va conduire l'économie en récession économique et cela souligne

l'importance de tirer les leçons des mesures de confinement et de restrictions de mouvement mises en place afin d'évaluer leur efficacité dans un contexte de la mondialisation.

L'ampleur de la crise amène un grand nombre d'acteurs politiques, économiques et intellectuels à imaginer des modalités pour réinventer la société après le covid-19.

Sujet : Tous les pays du monde sont touchés par l'épidémie de Covid-19.

Consigne : A l'aide des documents ci-joints et de tes connaissances personnelles, tu étudieras l'évolution des conséquences de cette pandémie sur la croissance économique mondiale et du Mali en particulier.

En décembre 2019, un virus inconnu de la famille des coronavirus est apparu dans le centre de la Chine et se répand partout dans le monde paralysant des pays entiers, suscitant la psychose et plongeant le monde dans une crise économique inédite depuis la seconde guerre mondiale. Ce sujet va nous permettre de comprendre l'impact de la covid-19 sur l'économie mondiale et en particulier le Mali.

Très tôt, la Chine a pris rapidement des mesures drastiques de confinement et de désinfection pour près de 60 millions de personnes.

En 2020, la pandémie de Covid-19 aura d'importantes conséquences économiques, financières, sociales, culturelles, environnementales et politiques.

A savoir que le COVID-19 est un virus inconnu de la famille des coronavirus qui provoque une maladie infectieuse. Elle a un impact considérable sur la croissance économique mondiale qui est définie comme l'augmentation soutenue de la production mondiale à long terme.

Quelles sont les conséquences du Covid-19 sur la croissance économique mondiale et au Mali en particulier ?

Quelles sont les pistes de solutions pour relancer l'économie mondiale et du Mali en particulier ?

Dans une première partie nous étudierons les conséquences du Covid-19 sur l'économie mondiale et dans une seconde partie, nous évoquerons l'impact sur la croissance économique du Mali en particulier.

La pandémie du Covid a eu d'importantes conséquences sur l'économie mondiale et au Mali en particulier.

Dans le monde, avec l'arrêt temporaire de certaines entreprises et le ralentissement des activités pour beaucoup, les conséquences de la pandémie sont encore pires pour l'économie mondiale que celles qui ont suivi la grande crise financière de 2007-2008.

Le premier pays à en souffrir de l'impact était la Chine et la deuxième est l'économie mondiale.

Le confinement drastique, qui a nécessité la fermeture ou la réduction des activités d'un certain nombre de grandes entreprises manufacturières et de commerces de détail, a terriblement ralenti l'économie chinoise.

Les marchés financiers commencent à chuter en février 2020 et la baisse se poursuit par séquences jusqu'en Mars 2020, notamment sur les marchés européens et nord-américains, avec la pire journée de l'histoire de la bourse de Paris le 12 Mars, dans un phénomène de krach boursier.

De très nombreux événements citoyens, d'entreprises et grand public (sportifs, musicaux, salons, élections...) sont annulés ou reportés. Ces annulations en série des événements et la mise en place par de nombreux pays de mesures de confinement pour freiner la formation de nouveaux foyers de contagion, la fermeture des frontières de nombreux pays et un krach boursier du fait des incertitudes et des craintes qu'elle fait peser sur l'économie mondiale, ont eu aussi des effets en termes d'instabilité sociale et économique.

Le confinement a des effets psychiques, sur la consommation, sur les modes de sociabilité, mais aussi sur l'environnement (réapparition de la faune en ville, baisse des émissions de CO2...).

L'Australie qui a connu la plus longue période de croissance ininterrompue parmi les pays développés risque de voir son économie s'arrêter allant vraisemblablement faire plonger le pays en récession.

Aux États-Unis, le marché de l'emploi s'est dégradé à une vitesse inédite et a provoqué le chômage de masse.

La mondialisation définie à la fois comme une libéralisation et comme la planétarisation, serait devenue une forme de pathologie fatale pour le monde. Elle est la grande responsable de ce qui nous arrive, qu'il s'agisse de la foudroyante rapidité de l'extension du virus, de l'impuissance des États à en arrêter la progression, de l'incapacité du « capitalisme » à produire les équipements médicaux ou de la folie de la spéculation boursière. En raison des désaccords entre l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et la Russie, le prix du pétrole devient

momentanément négatif (les vendeurs paient les acheteurs). Cette situation est liée à la fois à la baisse de la demande consécutive de la crise.

Au Mali, l'impact économique du COVID est désastreux pour le Mali avec une croissance très en baisse attendue en 2020. La croissance économique pour 2020 va chuter, ce qui poussera encore plus de Maliens dans la pauvreté. Cette chute de la croissance va augmenter le taux de pauvreté.

La combinaison de plusieurs facteurs affecte l'activité économique du Mali : la perturbation des échanges et des chaînes de valeur affecte les exportateurs de produits de base et les importations ; la réduction des flux de financement étranger (baisse des investissements directs étrangers, aide étrangère, envois de fonds des migrants, revenus du tourisme) ;

Le Mali est tributaire de la fluctuation du prix de l'or et du coton sur les marchés internationaux qui sont clés pour son économie : au niveau mondial, l'or s'apprécie, mais le coton est en chute libre.

L'ampleur des conséquences du COVID-19 chez les partenaires commerciaux du Mali devrait perturber les circuits d'approvisionnement et entraîner des retards dans la mise à disposition des entrants aux producteurs céréaliers et cotonniers, les quantités disponibles des marchandises qui rentrent dans la composition des produits finis étant jugées insuffisantes. La rupture du commerce international a donc un impact majeur sur l'économie du pays.

Ce qui est certain, c'est que les prévisions de recettes dans le budget de l'Etat ont été directement impactées en raison de la part importante de l'or et du coton dans les recettes fiscales.

Les transferts de fonds provenant des migrants baissent : L'augmentation massive du chômage en Europe va particulièrement affecter les migrants maliens et faire chuter les envois de fonds. Ce déclin aura un impact économique majeur pour les familles les plus vulnérables.

Multipliation du chômage technique et perte massive d'emplois dans les activités économiques et dans les couches sociales les plus affectées. La contraction de la demande mondiale, la perturbation consécutive des approvisionnements en marchandises qui rentrent dans la composition des produits finis et en biens intermédiaires, les mesures barrières et le couvre-feu qui ont suivi, ont accentué le ralentissement économique, voire l'arrêt sans précédent de nombreuses activités économiques obligeant les entreprises à recourir au mieux à du chômage partiel et au pire à des licenciements massifs.

Les impacts potentiels et réels sont les plus élevés chez les jeunes et les femmes dans les activités à haute intensité de travail dans le secteur tertiaire en milieu urbain,

Difficultés financières avec les banques.

Les banques deviennent plus frileuses pour de nouveaux prêts, même face à des clients plus crédibles dont les motivations paraîtront suspicieuses au regard de la conjoncture.

Analyse des mesures d'accompagnement prises par le gouvernement. Pour l'instant, les mesures prises par l'Etat malien sont essentiellement d'ordre social. il y a un risque que les mesures prises par le gouvernement pour relancer l'activité économique et l'emploi soient insuffisantes.

Dans un contexte de situation sécuritaire fragile, de pauvreté élevée, d'extrême vulnérabilité aux chocs et de ressources limitées pour financer le développement, les indicateurs socio-économiques avant la crise du COVID-19 ne suivaient déjà pas le rythme de l'expansion démographique.

C'est dans ce contexte qu'il faut apprécier l'impact du COVID-19 sur le capital humain. La crise fragilise encore plus les perspectives de développement du pays.

La crise va pousser beaucoup de personnes dans la pauvreté. La pauvreté non-monnaire ou multi-dimensionnelle (privation de biens non monétaires comme éducation, eau, santé...), est encore plus élevée.

Les ruptures causées par le COVID-19, notamment dans le domaine de l'éducation, vont accroître encore plus la pauvreté non-monnaire.

.....
Enfin, nous pouvons dire que la crise du COVID-19 va avoir des conséquences dévastatrices sur l'économie mondiale et du Mali. Les gouvernements ont vite mis en œuvre des procédures lourdes de confinement et placent plusieurs villes puis des régions en quarantaine, fermant de nombreux sites publics et déployant d'importants moyens sanitaires. L'arrêt de l'activité économique va conduire l'économie en récession économique et cela souligne l'importance de tirer les leçons des mesures de confinement et de restrictions de mouvement mises en place afin d'évaluer leur efficacité dans un contexte de la mondialisation.

L'ampleur de la crise amène un grand nombre d'acteurs politiques, économiques et intellectuels à imaginer des modalités pour réinventer la société après le covid-19.

Au Mali, la covid-19 va avoir des conséquences graves qui peuvent se caractérisées par une situation sécuritaire fragile, un taux de pauvreté élevé, une grande vulnérabilité aux chocs, et des ressources limitées pour financer son développement.

Dans ce contexte, le défi principal posé par la pandémie est la capacité du Mali à faire face à la crise sanitaire immédiate et à ses impacts négatifs sur l'économie à court et moyen termes, tout en continuant à gérer la crise sécuritaire et à répondre aux besoins essentiels de la population. L'insécurité reste la crise la plus grave au Mali par son envergure, sa durée (bientôt 10 ans) et sa profondeur. Ce défi demande une réflexion politique et stratégique quant au meilleur équilibre à apporter dans la gestion des crises multiples qui affectent le pays.

Le monde est-il en mesure de faire face à une nouvelle crise autre que corona ?